

Session 24

La culture est-elle une force de frappe économique

Le cas de la Tunisie

Taher Gahlia

Institut National du patrimoine

La culture est une activité stratégique appartenant à un contexte général marqué par la mondialisation qui se traduit par une accessibilité et une homogénéisation accrues. À travers ses diverses formes et manifestations, elle est considérée comme étant le champ privilégié de l'innovation et la performance. Le développement des techniques de l'information et de la communication, a permis de mettre en place des passerelles entre pays de diverses aires géographiques, grâce à la grande mobilité des idées et des transmissions des savoirs aux répercussions considérables sur les divers types de groupes sociaux, producteurs ou consommateurs de la culture.

Comment faire de la culture un véritable outil de prospérité économique contribuant de façon effective à générer le bien-être moteur de l'intégration sociale et du développement durable, plus particulièrement dans les pays de faibles revenus, riches par leur culture et leur patrimoine, non encore suffisamment valorisés et développés sur le plan de l'image ?

Le cas de la Tunisie post-révolution 14 Janvier 2011 est édifiant. Grâce à l'émergence d'une société civile militante, la gouvernance et la décentralisation sont devenues les *leitmotiv* d'une nouvelle politique culturelle encore en gestation. L'enjeu est de faire preuve de volontarisme et de beaucoup de subtilité dans un pays qui connaît de graves difficultés économiques dues à des tensions sociales persistantes et à une perte de la crédibilité de l'État. Il s'agit de rompre avec les pratiques du passé, confuses et peu efficaces, dont l'objectif était d'offrir une culture de vitrine en phase avec l'ancien régime politique et à répondre au besoin social par une culture de masse dans laquelle le divertissement, souvent de bas aloi, prend le pas sur la création artistique de valeur. D'autres défaillances qui entravent l'activité culturelle sont le faible taux d'encadrement, la mauvaise coordination entre les diverses institutions culturelles, la gestion tatillonne des budgets alloués à des projets souvent inachevés et mal étudiés, l'absence d'une vision prospective s'appuyant sur des études stratégiques. Le ministère de la culture qui doit rompre avec ses pratiques anciennes, est actuellement encore surchargé d'obligations : aide à la création, achat des œuvres arts pour renflouer les collections publiques entassées et non exposées, la non régulation du marché de l'art, lourde gestion des grandes activités artistiques annuelles, prise en charge unilatérale du patrimoine culturel. Bref il est encore réduit à soutenir les activités artistiques par un saupoudrage de fonds et à gérer l'événementiel, le conjoncturel et le sensationnel selon une programmation réalisée avec des faibles budgets.

Les objectifs actuels sont clairs : il s'agit de faire d'importantes réformes structurelles et d'opter pour une nouvelle vision de la culture en tant que force de frappe économique en particulier pour les régions défavorisées de l'intérieur. Une panoplie d'outils d'intervention est à l'étude dans le but de faire accéder toutes les couches sociales à la culture qui doit être un moyen d'épanouissement intellectuel à la portée de tous. L'évaluation de l'expérience des fêtes de la culture dans les régions initiée en 2015 permettra de mesurer l'impact socio-économique de ces actions génératrices d'éclosion de talents et de volontarisme culturel partagé où l'art et le patrimoine font partie d'un *package* à la portée de tous dans aux voies de la création et de la participation à la culture. Le grand défi actuel est de faire appel au mécénat et au partenariat Public-Privé rendues possibles grâce à la loi des finances 2014, dans l'investissement des projets culturels qui peuvent être d'une grande rentabilité pour les activités artistiques et les biens patrimoniaux (monuments, sites et musées).

Plusieurs questions peuvent nourrir le débat sur la question centrale du financement de la culture servant de fondement à son épanouissement et à sa portée économique. Au préalable faut-il privilégier l'éducation comme le suggère le modèle nord-américain, de manière à insuffler chez les jeunes l'envie de s'adonner à la création artistique, de fréquenter les musées afin de leur insuffler l'amour de la culture et l'appropriation du patrimoine ? Ou faut-il opter pour une approche militante qui consisterait à se fixer des objectifs idéologiques ou politiques précis auxquels toutes les mesures administratives relatives à la culture seraient subordonnées ? Une dernière voie de réflexion : la revendication identitaire est-elle une source majeure d'inspiration de la création artistique et à son rayonnement ?